

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.463

23 septembre 1997

(97-3889)

## Comité des obstacles techniques au commerce

### NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère de la justice L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Pistolets
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Règlement du Ministre de la justice concernant la nomination d'agents du Service spécial national d'assistance du Ministère de la justice comme enquêteurs spéciaux en matière criminelle (Décret de 1995 relatif aux enquêteurs spéciaux en matière criminelle attachés au Service spécial national d'assistance) - disponible en anglais
6.	Teneur: Le Code de procédure criminelle indique les personnes autorisées à enquêter sur des actes passibles de sanctions, à savoir, outre les enquêteurs "traditionnels" en matière criminelle (tels les policiers et les procureurs), les "enquêteurs spéciaux en matière criminelle", qui sont notamment des agents de certaines catégories ou de certains organismes nommés par le Ministre de la justice (par exemple certains agents des douanes ou du Département de la sécurité des chemins de fer néerlandais). La Loi de 1993 sur la police énonce des règles générales concernant les fonctions de ces enquêteurs en matière criminelle. En vertu de l'article 8.7 de la Loi de 1993 sur la police, le Ministre de la justice peut, lors des nominations d'enquêteurs spéciaux en matière criminelle, autoriser ceux-ci à faire usage de la force dans l'exercice de leurs fonctions. Il peut par conséquent les doter de moyens de coercition spécifiques. L'interdiction générale de la possession ou de l'utilisation des armes en question ne s'applique pas dans ce cas à ces personnes (article 3a, paragraphe 3 de la Loi sur les armes et les munitions). Le projet de règlement visé à la rubrique 5 porte sur la nomination d'agents du Bureau des renseignements fiscaux et du Bureau des enquêtes de l'Administration des contributions comme enquêteurs spéciaux en matière criminelle. Selon le gouvernement néerlandais, ce texte renferme probablement des règlements techniques au sens de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Un résumé de ces règlements techniques est donné ci-après à titre indicatif. L'article 5 b) dispose que les enquêteurs spéciaux en matière criminelle employés par l'administration mentionnée ci-avant peuvent porter un pistolet semi-automatique de marque Walther, etc. L'article 5 c) dispose que les enquêteurs spéciaux en matière criminelle employés par cette même administration peuvent porter un pistolet de marque Heckler & Koch, etc. Les homologations mentionnées à l'article 5, alinéas a), d) et e), n'existent pas (encore). Elles feront l'objet de notifications dès qu'elles seront prêtes. D'autres textes similaires sont également notifiés, à savoir:

./.

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret de 1995 relatif aux enquêteurs spéciaux en matière criminelle attachés au Bureau des contributions/des douanes,</li> <li>- Décret de 1995 relatif aux enquêteurs spéciaux en matière criminelle attachés au Département du maintien de l'ordre, de la sécurité et des transports d'Amsterdam,</li> <li>- Décret de 1995 relatif aux enquêteurs spéciaux en matière criminelle attachés à l'ECD,</li> <li>- Décret de 1995 relatif aux enquêteurs spéciaux en matière criminelle attachés au FIOD/Administration des contributions,</li> <li>- Décret de 1995 relatif aux enquêteurs spéciaux en matière criminelle attachés aux services de sécurité des NS,</li> <li>- Décret de 1997 relatif aux enquêteurs spéciaux en matière criminelle attachés au Département national des transports judiciaires et</li> <li>- Décret de 1995 relatif aux enquêteurs spéciaux en matière criminelle attachés à la HDTP.</li> </ul>
7.	Objectif et justification: Si ce projet de règlement comporte des obstacles techniques au commerce, ceux-ci sont justifiés compte tenu de la nécessité d'assurer le maintien de l'ordre public. La réglementation concernant les armes utilisables accorde une importance particulière à la nécessité pour les enquêteurs spéciaux en matière criminelle de disposer d'un armement adéquat en vue d'assurer l'efficacité de leur action et la protection de leur personne.
8.	Documents pertinents: Articles 141 et 142 du Code de procédure criminelle, articles 7 à 11 de la Loi de 1993 sur la police, article 3a de la Loi sur les armes et les munitions (il n'existe pas de note explicative accompagnant le décret originel).
9.	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="flex: 1;"> <p>Date projetée pour l'adoption:</p> <p>Date projetée pour l'entrée en vigueur:</p> </div> <div style="font-size: 3em; margin: 0 10px;">}</div> <div style="text-align: right;"> <p>26 octobre 1997</p> </div> </div>
10.	<p>Date limite pour la présentation des observations: 25 octobre 1997</p> <p>Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.</p>
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de télécopie d'un autre organisme: